

Allemagne : les manifestations s'étendent

Partage international n° [194](#) - Octobre 2004

Des dizaines de milliers de citoyens allemands ont manifesté contre la réduction des aides sociales en faveur des chômeurs et des bénéficiaires d'allocations. S'inspirant du modèle des « Manifestations du lundi » qui avaient contribué à la chute du mur de Berlin dans l'ex Allemagne de l'Est, les défilés ont commencé le 2 août 2004 avec quelques milliers de participants à Magdebourg, dans une Allemagne de l'Est où le chômage atteint 18,5 % de la population active. Depuis, les manifestations s'étendent et regroupent des dizaines de milliers de personnes dans plus de 140 villes à travers le pays.

La nouvelle législation appelée Hartz IV se trouve au cœur de la controverse. Sa mise en application a été planifiée pour début 2005 par la coalition au pouvoir, qui regroupe le parti social démocrate (SPD) et les Verts. Les allocations de chômage de longue durée vont être ramenées au niveau du revenu minimum, ce qui provoquera une réduction drastique des revenus de beaucoup de familles, et les chômeurs seront obligés d'accepter n'importe quelle offre d'emploi.

Plutôt que de mettre sur pieds un programme permettant de créer des emplois dignes de ce nom, le gouvernement envisage de créer 600 000 postes dans le secteur public qui seront rémunérés à raison d'un euro de l'heure, et que les chômeurs à long terme seront obligés d'accepter. D'après les opposants, cette législation va pousser au remplacement d'emplois rémunérés normalement par ces « jobs à un euro ».

Les organisateurs des manifestations proviennent d'une alliance de groupes de citoyens et forment ce qu'ils appellent un « forum social » dont l'objectif est de forcer le gouvernement à annuler la nouvelle loi. Celui-ci a déjà fait un certain nombre de concessions mais se refuse à envisager d'autres modifications.

Les manifestants proviennent de différentes couches de la population - jeunes, pensionnés, chômeurs, nombreux travailleurs et indépendants, et familles entières se sentant vulnérables face à cette nouvelle loi. En défilant avec des bannières affirmant : « *Nous sommes le peuple* », beaucoup se sentent furieux contre ce qu'ils considèrent comme une trahison du chancelier Schröder eu égard à ses promesses de fournir des emplois et de veiller à la justice sociale. Ils accusent le gouvernement de « légaliser la pauvreté ». « *Qu'avons-nous fait pour mériter la punition de la pauvreté ?* s'exclame Götz Rubsich, un ouvrier au chômage, lors de la manifestation du 23 août à Leipzig. *Ne valons-nous pas plus d'un euro de l'heure ? Sommes-nous vraiment trop exigeants ? Tout ce que nous voulons, c'est pouvoir vivre dignement de notre travail.* »

Chrita Czech, une dame âgée vivant à Leipzig, a introduit en 2003 une plainte en justice contre le gouvernement. Elle décrit la situation comme suit : « *Un quart des Allemands bénéficient des trois-quarts des ressources financières. Trois-quarts des Allemands doivent se partager entre eux le quart restant. C'est un scandale ! Avant les dernières élections, le SPD nous avait promis plus de justice sociale. Que reste-t-il de tout cela ? Du vent !* » Elle prévient que la réduction des allocations va conduire à plus de pauvreté et de désespoir. D'après elle, les revenus les plus élevés devraient, sans exception, être obligés de financer le système social allemand.

Allemagne

Date des faits : 2 août 2004

Sources : The Telegraph, Grande-Bretagne

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [La voix des peuples](#) (Cette rubrique est consacrée à une force en plein développement dans le monde. La voix du peuple ne cessera de s'amplifier jusqu'à ce que, guidés par la sagesse de Maitreya, les peuples conduisent leurs gouvernements à créer une société juste dans laquelle seront respectés les droits et les besoins de tous.)